



AVIS de Recrutement ONG ADD

I. Introduction

L'ONG nationale ADD recherche trois assistants chefs de projet comme indique en dessous

Titre du PROJET : projet surveillance, documentation et rapportage sur les violations des droits humains dans le Liptako Gourma (SDR –G)

Lieu d'Affectation : cercle de Gourma Rharous, Ansongo et Gao

Catégorie du Poste : Temps plein

Nombre de postes : 03 soit un par cercle

Période de prise de fonction souhaitée : **1er juillet 2022 au 30 Novembre 2022**

II. PRESENTATION DE L'ONG ADD-MALI

L'Association Aide au Développement Durable (ADD) est une Organisation Non Gouvernementale (ONG) malienne légale à but non lucratif créée sous le Récepissé N°003/P-CT du 19 Janvier 2008. Elle est devenue une ONG par la signature de l'Accord Cadre sous le N°001487 / 01976 du 4 Mai 2018 du Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation (MATD) du Mali.

L'ONG ADD a pour but de participer au développement des collectivités locales à la base, en mettant un accent particulier sur l'épanouissement des femmes, l'implication des jeunes et l'inclusion des minorités dans les zones de conflit et des zones affectées par les catastrophes.

L'ONG ADD se veut d'être une référence en matière de politiques et de stratégies de développement local axées sur la responsabilité et l'autonomie de ses partenaires. Pour cela, elle agit de concert avec les acteurs des milieux ruraux et urbains pour accompagner les plus vulnérables dans la construction de leur lendemain meilleur.

La promotion de l'inclusion, de la stabilisation de la paix et l'éradication de la pauvreté au Mali, notamment dans les régions affectées par les crises, sont les principales missions que l'ONG ADD entend accomplir. Pour y parvenir, elle met au service des parties prenantes :

- Une assistance humanitaire ;
- Un accès aux services sociaux de base ;
- Un renforcement des capacités des acteurs de la société civile et des services techniques de l'état ;
- Des recherches /Etudes en matière de sécurité ;
- Des plaidoyers et lobbyings au profit des plus vulnérables.
- Lutte contre les Violences des droits de l'homme

Le respect de la dignité humaine, le partage sans distinction, le service aux plus vulnérables, la neutralité, l'indépendance et le témoignage sont entre autres les valeurs que l'ensemble de l'organisation incarne.

Zones d'interventions

Pilotée par l'équipe de coordination depuis Bamako, L'ONG ADD implémente plusieurs projets/ programmes dans les septentrionales du Mali. Il s'agit notamment des régions de Tombouctou, Gao et Kidal. Il a également des équipes de veille (points focaux) dans les régions de Mopti, Taoudeni et Menaka.

Pour plus d'infos veuillez consulter notre site Web : www.add-kidalmali.org .

III. Contexte et justification du projet

Les violences à l'encontre des civils ont été perpétrées majoritairement par des groupes ou individus sur l'ensemble du territoire également, un nombre important d'enlèvements ont également été perpétrés par ces groupes contre des personnes considérées ou perçues comme étant des informateurs ou proches de certaines entités.

Malgré les efforts déployés par le gouvernement et plusieurs organisations de droits de l'homme la situation reste toujours préoccupante dans certaines localités du pays, ces groupes continuent à restreindre les libertés individuelles et collectives des populations avec des restrictions dans les déplacements, les rassemblements, la liberté d'expression et religieuse, la destruction des écoles, etc. Les femmes et les filles souffrent encore plus de



cette situation car les groupes ou individus restreignent/interdisent leurs activités dans l'espace public, leurs déplacements individuels, l'accès des filles à l'école.

La recrudescence des cas de violences basées sur le genre et violences sexuelles est signalée dans toutes ces régions. Les conséquences de ces violences ne sont pas assez documentées dans un contexte de pandémie de la Covid-19 qui exacerbe leurs vulnérabilités.

Des violations des droits de l'homme ont également été documentées lors d'opérations de sécurisation menées par les Forces de défense et de sécurité maliennes et les forces internationales et régionales en tentant de reprendre le contrôle de certaines zones rurales. Celles-ci représentent respectivement (9%) et (6%) du nombre total des victimes dénombrées au cours de la période considérée.

La problématique de l'impunité continue dans ces zones en l'absence des services publics de l'Etat. Pratiquement dans toutes ces localités, il est constaté l'absence des représentants de la chaîne pénale et plus particulièrement des autorités judiciaires. Les exactions contre les civils sont commises sans qu'il ait des actions robustes de signalement, d'enquêtes, de procédures judiciaires ni de reddition des comptes. Tout cela accentue la défiance des communautés impactées en l'Etat et l'adhésion de certains jeunes aux groupes armés violents.

Dans la chaîne des défaillances, la problématique de la surveillance, de la documentation et du rapportage des violations des droits humains (SDR-Vdh) reste centrale. En effet, sans un système opérationnel dans toutes les localités concernées, il sera très difficile de lutter contre les violations des droits humains. L'Etat et des organisations internationales et nationales comme la MINUSMA, la CNDH, Amnesty International, l'AMDH, etc. déploient beaucoup d'efforts afin que les cas soient identifiés et rapportés, et ensuite afin que l'Etat de droits soit respecté. Mais ces efforts doivent être consolidés afin de trouver des solutions durables et tenir les auteurs de violations des droits de l'homme comptables de leurs actes.

Par ailleurs, les besoins sont importants notamment en ce qui concerne les connaissances des acteurs locaux sur ce domaine essentiel et sensible pour le pays. Il est à noter que plusieurs organisations de la société civile de défense des droits humains, des droits des femmes et des enfants, des droits des personnes vulnérables travaillent sur ces questions. Des personnes ressources s'investissent également sur le terrain, mais ne disposent pas de toutes les connaissances adaptées à la sensibilité du domaine. C'est pourquoi, ils ont besoin d'être techniquement, matériellement et financièrement renforcés pour être en capacité d'exercer leurs missions en fournissant un travail de qualité.

C'est pour faire face à ces besoins de documentation et de rapport sur les cas de violation de droits de l'homme que l'ONG ADD a bénéficié d'un appui financier et technique d'Amnesty Pays-Bas de son partenaire HURICAP pour contribuer à réduire ces problématiques dans les zones d'intervention.

Ce projet pilote couvre une période de 06 mois avec possibilité de renouvellement pour l'année 2023 et sera mis en œuvre dans les cercles de Gao, Ansongo et Gourma-Rharous.



IV. Résumé du Poste :

Les Assistants chef de projet sont sous la responsabilité du Coordinateur national de l'ONG ADD-MALI. Ils ou elles sont chargé(es) de la mise en œuvre de l'ensemble des activités prévues par le projet au niveau du cercle d'affectation, tout en mobilisant les compétences personnelles et extérieures nécessaires pour l'atteinte des résultats. Ils ou elles sont les premiers responsables techniques du projet au niveau local.

Les personnes retenues seront chargées de :

- Réalisation des activités sur le terrain ;
- Participation à la conception, la mise en œuvre, le suivi et à l'évaluation du projet ;
- Appui au coordinateur du projet dans la gestion efficace et efficiente du projet conformément aux principes de l'ONG ADD et son bailleur de fonds ;
- Assurance que les activités du projet sont orientées vers les objectifs et résultats attendus
- Assurance de l'organisation, la mise en œuvre et le suivi des activités du projet sur les sites d'interventions en collaboration avec les parties prenantes du projet et ajuster en temps réel le calendrier des activités, en tenant compte des objectifs définis, de la réalité du milieu ainsi que du contexte sécuritaire ;
- Veille à l'utilisation correcte des fonds, conformément aux prévisions et planifications ;
- Elaboration des termes de références pour les prestataires de services, selon les procédures de l'ONG ADD ;
- Supervision de la réalisation des travaux des moniteurs sur le terrain ;
- Tenue des réunions régulières avec les parties prenantes du projet et rédiger les rapports des Procès-Verbaux ;
- Organisation des ateliers de renforcement des capacités des organisations de la société civile sur la surveillance, documentation et rapportage sur les violences des droits de l'homme et le DIH ;
- Compte-rendu de activités au Coordinateur du projet et assurer un canal de communication entre les réalités du terrain et le Bureau national de Bamako ;
- Collecte et synthétisation des rapports de terrain des moniteurs ;
- Elaboration des rapports mensuels, trimestriels des activités ;
- Réalisation de toute autre tâche ou fonction confiée par le coordinateur national dans le cadre de la bonne marche du projet.

V. PROFIL DU POSTE

Nous recherchons des candidats (es) avec le profil suivant :

- Avoir un BAC + 4 ou équivalent en droit ou dans un domaine connexe ;
- Avoir au moins, 2 ans d'expérience en matière de mise en œuvre de projets de justice , droits de l'homme et droit international humanitaire ;
- Être familier avec la Coopération Internationale et la gestion des projets/programmes des ONG internationales et nationales ;
- Posséder une expérience de collaboration avec les autorités (administratives et politiques des localités concernées) et les autres partenaires et les organisations non gouvernementales ;
- Être capable de gérer des équipes et de travailler sous des fortes pressions dans des zones à risque ;
- Avoir une capacité démontrée à assurer le suivi des projets, y compris l'organisation des missions de suivi/évaluation ;
- Avoir une excellente maîtrise de l'outil informatique ;
- Avoir des compétences en analyse et en traitement de données ;
- Avoir des compétences en communication et en matière d'approches participatives ;
- Avoir une forte capacité à planifier, organiser le travail selon les règles et les procédures en vigueur ;
- Avoir un esprit d'initiative, de synthèse, de jugement et de sens de responsabilité ;
- Avoir la capacité à rédiger des rapports de façon claire et concise ;
- Avoir une maîtrise des langues locales et l'anglais un atout.



VI. RESPONSABILITES ADDITIONNELLES

Les tâches et responsabilités comme énoncées ci-dessus ne sont pas exhaustives et les détenteurs des postes peuvent être appelés à effectuer des tâches supplémentaires de façon consensuelle et raisonnable en fonction de son niveau de compétences et d'expériences.

VII. Conditions de Travail

- Les postes sont basés à Gao, Ansongo et Gourma Rharous
- Type de contrat : Contrat de prestation de 05 Mois
- Les horaires du travail sont conformes à ceux en vigueur dans le pays
- Le montant de la prestation mensuelle au brut est de 225.000 à 250.000 FCFA par mois.

VIII. Transmission des dossiers de candidatures et délai.

Merci de nous transmettre votre CV et une lettre de motivation, par courrier électronique au plus tard le **15 juin 2022** à ces deux adresses mail : contact@add-kidalmali.org et recrutementadd22@gmail.com en notant les références de l'annonce comme objet d'envoi : ASSISTANT CHEF DE PROJET SDR-Vdh en précisant la localité choisie dans la lettre de motivation et l'objet du message.

Pour toute question appeler le numéro suivant : (+223)79090540

NB: Seuls les candidats présélectionnés seront appelés. Les candidatures féminines sont fortement encouragées